



BRÉSIL



D 2135 • Br18
1-15 mars 1997

Diffusion de l'information sur l'Amérique latine

DIAL • 38, rue du Doyenné - 69005 Lyon - France - Tél. 04 72 77 00 26 - Fax 04 72 40 96 70

MOTS-CLEFS

Santé
Entreprise
Citoyenneté
Consommation
Faim

UNE ALTERNATIVE POUR VAINCRE LA FAIM

Face à une situation où sévissent la malnutrition et souvent la faim, l'invention d'alternatives alimentaires originales est d'un intérêt évident. Face au modèle diffusé par les industries alimentaires et les nombreux gaspillages que l'on peut observer, l'institut brésilien POLIS, soucieux d'améliorer la qualité de la vie autant que les droits des citoyens, propose la mise au point d'aliments élaborés sur la base des traditions régionales, tout en faisant de la

population le premier responsable de la lutte contre la faim.

Le texte ci-dessous, signé par Halminton Faria et Christiane Costa, provient d'un rapport publié en août 1996, élaboré par "l'Atelier permanent sur la micro-entreprise dans les secteurs populaires d'Amérique latine", patronné notamment par le Comité catholique contre la faim et pour le développement.

L'Institut POLIS est un organisme civil dont l'objet est de réfléchir à la manière d'intervenir dans l'espace public des villes, en contribuant à la consolidation démocratique de la société, à l'amélioration de la qualité de la vie et à l'extension des droits du citoyen.

Il promeut des actions et des réflexions de multiples acteurs sociaux qui aujourd'hui produisent et pensent les villes dans l'optique des valeurs démocratiques d'égalité, de liberté, de justice sociale et d'équilibre écologique.

Les domaines que POLIS a défini comme prioritaires dans son travail sont : gestion démocratique, pouvoir local et politiques publiques, participation populaire et construction de la citoyenneté, environnement et qualité de la vie, culture urbaine.

Sécurité alimentaire

Pour POLIS, ces actions signifient une autre manière de penser la ville, en recherchant des formulations novatrices d'alternatives compatibles avec l'utopie d'une ville plus juste, où la

recherche du bonheur soit une perspective possible.

À partir des années 80, nous assistons à l'aggravation des problèmes liés à l'environnement, au gaspillage dans la production, à l'industrialisation, au stockage, au transport et à la distribution des aliments et enfin à l'aggravation de la faim, qui atteint approximativement la moitié de la population mondiale.

De plus, le modèle alimentaire créé par la vie moderne est basé sur des aliments aux traitements très élaborés, peu naturels, conservés chimiquement. Il est au service d'une logique de marché dictée par des critères de productivité et de lucre, qui attentent souvent à la santé.

À cette tendance vient s'ajouter l'insertion croissante de la femme dans le marché du travail. Celle-ci génère une demande d'aliments déjà élaborés et de préparation facile (*fast food*).

Des aliments très traditionnels dans les cultures régionales furent abandonnés malgré leur haute valeur nutritive et leur faible coût. D'où les innombrables maladies chroniques et dégénératives,

appelées aujourd'hui "maladies de la civilisation", pour lesquelles la médecine a encore peu de réponses, n'offrant la plupart du temps que des palliatifs à des coûts extrêmement élevés. Il existe peu de travaux sur la relation entre les aliments et les maladies modernes ; il n'y a pas non plus beaucoup d'information sur les effets nocifs des aliments, principalement ceux qui sont traités à l'excès.

Il existe des documents de l'UNICEF qui établissent un rapport entre les pathologies des enfants latino-américains et la déficience des éléments micro-nutritionnels dans leur régime alimentaire. Ce que l'on appelle "les aliments creux" sont aujourd'hui une menace pour ceux qui les consomment massivement, car ils servent seulement à satisfaire un désir et produisent une "faim cachée".

Pour compenser de telles carences, l'industrie alimentaire fabrique des compléments nutritionnels et l'industrie pharmaceutique des produits vitaminés synthétiques qui, non seulement sont

chers, mais n'ont pratiquement plus rien de naturel.

Actuellement certains secteurs de la médecine nutritionnelle et orthomoléculaire ont avancé dans la recherche sur l'importance des "micronutritionnels" ainsi que sur la relation entre la maladie et les modes de vie et d'alimentation.

Parallèlement, ces dernières années, on observe au Brésil un processus de désorganisation des institutions publiques et une détérioration des services qu'elles rendent à la population. Avec la nouvelle politique du gouvernement de Fernando Henrique Cardoso, nous avons assisté à l'accroissement de la misère et du chômage, ainsi qu'à une grande déficience de l'appareil d'État pour affronter les questions sociales émergentes.

Dans ce contexte, il faut insister sur le rôle de la société civile, en particulier de la campagne de l'"Action de la citoyenneté contre la faim, la misère et pour la vie" créée en 1993 et dont le leader est Herbert de Souza, dit Betinho¹.

La campagne de l'Action de la citoyenneté n'a pas eu seulement le mérite de placer le thème de la faim au centre du débat public : elle a aussi fait surgir une dimension de la "société", qui est celle d'une attitude, encore jamais vue, de coresponsabilité dans la solution des problèmes sociaux. Elle inaugure ainsi une nouvelle manière de faire de la politique à partir de l'articulation des actions citoyennes.

La campagne a fait aussi apparaître le concept de "sécurité alimentaire", c'est-à-dire l'accès, pour tous et à tout moment, à une alimentation suffisante pour avoir une vie active et jouir d'une bonne santé.

Dans ce même domaine, la campagne d'Action de la citoyenneté a fait d'importantes révélations sur la culture de gaspillage qui prédomine dans notre pays où nous laissons se perdre 25% de notre production agricole.

En 1993, la Coordination des services d'approvisionnement du Secrétariat de l'agriculture de São Paulo a réalisé une étude prospective portant uniquement sur les pertes agricoles courantes dues aux déficiences dans le processus de

1. Cf DIAL D 1768, D 1820 et D 2050 (NdT).

Alimentation alternative : les résultats

Nutritionnels

L'alimentation alternative fournie aux enfants dans les crèches et centres de santé, permet la cicatrisation des lésions cutanées, l'amélioration de la vue ainsi que des réflexes moteurs et psychiques, la diminution des diarrhées et d'autres symptômes typiques de la malnutrition, l'augmentation de la capacité de réponse à des stimulations et la réduction de l'apathie et des difficultés d'apprentissage.

Économiques

L'alimentation alternative sert aussi à créer des revenus en stimulant des petits agriculteurs et des initiatives communautaires, comme des cultures potagères et des coopératives.

Par ailleurs, la farine multiple peut remplacer d'autres compléments nutritionnels basés, eux, sur des produits chimiques provenant de grandes entreprises monopolistiques : son usage réduit donc la fuite des ressources de l'économie locale vers l'extérieur.

Sociaux

Outre le soutien au combat contre la malnutrition, l'alimentation alternative peut diminuer la demande de services de santé et permet aux enfants de tirer un meilleur profit de leur apprentissage. La possibilité de stimuler des travaux communautaires peut contribuer à l'organisation de la société civile et à la découverte de nouvelles relations entre celle-ci et la municipalité.

Écologiques

L'alimentation alternative rend possible l'exploitation plus rationnelle des ressources naturelles, en éliminant le gaspillage des aliments et en favorisant l'utilisation de toutes les parties d'un grand pouvoir nutritif.

Culturels

En valorisant des aspects de la cuisine brésilienne populaire, en rendant possible la redécouverte ou la revalorisation d'anciennes recettes, l'alimentation alternative peut être une intervention culturelle significative auprès de la population locale.

collecte, de transport et de stockage des grains, fruits et légumes. Ces pertes d'aliments s'élèvent à 5,4 milliards de dollars par an. Elles correspondent à 1,3 % du PIB et elles suffiraient à l'alimentation de 9,2 millions de familles indigentes (en extrême pauvreté) pendant 2 ans.

De plus, s'il était possible de calculer les pertes au niveau de l'industrie agro-alimentaire, des supermarchés, des restaurants, des commerces, et jusqu'au gaspillage des maîtresses de maison elles-mêmes, ces chiffres seraient encore plus élevés.

Malheureusement, la croyance qui associe gaspillage avec abondance, modération et simplicité avec avarice demeure encore très forte dans l'imaginaire brésilien.

La richesse des cultures régionales offre un immense domaine d'étude

pour l'apport de compléments en vitamines et en minéraux à faible coût.

Il faut créer des entreprises en lien avec des universités et des instituts de recherche pour le développement des technologies des aliments, entreprises qui bénéficieront en premier lieu au citoyen et ensuite seulement aux intérêts des groupes et des corporations.

Il est nécessaire de développer la conception de "sécurité alimentaire" pour qu'elle soit un instrument d'émancipation : la population deviendra ainsi coresponsable dans la lutte contre la faim. Le problème de l'alimentation arrivant sur la place publique, chaque citoyen pourra "se rééduquer" en recherchant de nouveaux paradigmes pour jouir d'une vie plus saine, dans un environnement social et écologique équilibré et durable.

Élaboration d'une farine multiple.

C'est dans ce contexte novateur que se situe la proposition d'alternatives alimentaires. Leur qualité réside dans la diversité des aliments et l'utilisation de certaines parties dont nous ne tirons pas profit habituellement, comme les tiges, les graines, et le son des céréales.

Ces aliments non conventionnels sont riches en fibres, sels minéraux et vitamines importantes pour la santé. Outre le fait d'être nutritifs, ces aliments sont peu onéreux et faciles à préparer.

L'introduction de ces compléments dans les repas a des incidences très positives sur le combat contre la malnutrition, l'augmentation de l'allaitement maternel et l'amélioration globale de la santé.

À Rio Branco, l'association des "agriculteurs nouvel idéal" procède au "dégraissage" des châtaignes pour composer avec le son de riz grillé et des feuilles de manioc déshydratées une farine multiple destinée à servir de complément aux repas.

Au coeur de ce projet se trouvent les "maisons de la farine" créées pour produire le complément nutritionnel "farine multiple" à partir d'une technologie très simple : sélectionner, tamiser, mouliner, griller et mélanger les ingrédients.

La création d'une entreprise dans laquelle sont engagées la mairie et la société civile permet au projet de fonctionner.

L'assistance technique est assurée par l'Institut POLIS de São Paulo et le projet est géré par un conseil de gestion auquel appartiennent le Centre de travailleurs de l'Amazonie (ONG), le syndicat des Travailleurs ruraux et la Commission pastorale de la terre.

La responsabilité de la mairie est de donner au projet une dimension politique publique à travers les Secrétariats de la santé, de l'éducation et du bien-être social.

La mairie a d'abord acheté 3 tonnes par mois du produit et désire maintenant

passer à 9 tonnes, pour augmenter ainsi l'approvisionnement en matière première. 13.000 enfants de 2 à 14 ans seront bénéficiaires de ce projet. Les enfants seront suivis par le Secrétariat de la santé et les données recueillies seront évaluées par l'Université de l'Acre (UFAC) pour que l'expérience puisse servir d'exemple à d'autres localités du Brésil et d'Amérique latine.

Dans cette expérience, nous pouvons observer que les aliments deviennent ainsi des instruments pédagogiques. La simple distribution de paquets de nourriture donne lieu à un intéressant processus de remise en valeur de la cuisine régionale, où les cantines d'une région deviennent des agents déterminants de cette nouvelle situation éducative à travers la valorisation des aliments.

Défis

Au sein de l'association d'agriculteurs, une certaine expérience paysanne se trouve en contradiction avec la nécessité d'acquérir un esprit d'entreprise, de conquérir des marchés, de chercher la rentabilité, etc. Les membres de l'association qui mènent ce projet de fabrication ne savent pas, bien souvent, signer des reçus. Comment faire ?

Maintenir les valeurs traditionnelles, est-ce important ou non ? Nous, nous disons que c'est très important. Il faut donc mener le projet à un rythme plus lent pour comprendre et même apprendre à l'intérieur de ce processus autonome.

Chercher un associé capitaliste pour ce type d'entreprise ? Ou chercher la tutelle d'un simple métayer qui aidera à gérer le travail et réduira d'une certaine manière son autonomie ? Comment garantir cette gestion ?

Autre problème posé aussi par cette expérience : la difficulté d'articulation entre les différents acteurs. Il y a souvent des divergences entre eux dans leur pratique sociale, divergences qui viennent de leur hétérogénéité : certains sont plus liés à la base, d'autres à des ONG, d'autres enfin à la mairie. Il

s'agit d'un ensemble d'acteurs de la société civile qui partagent la même expérience, mais cela amène souvent des difficultés dans le fonctionnement du projet.

Quelques questions que nous nous posons

Comment maintenir l'autodétermination et la continuité du projet ?

La discontinuité administrative est au Brésil un problème très sérieux. L'appui important de la mairie donne à la gestion de ce projet une dimension de politique municipale, mais ne garantit pas toujours la continuité administrative. Comment faire ?

Comment passer de "économie populaire" à "micro-entreprise" en maintenant le noyau éthique du projet ? C'est une question fondamentale pour nous, parce que, dans notre tradition d'économie populaire, il faut absolument maintenir pour la micro-entreprise les pré-supposés éthiques du projet, sinon sur tout, du moins sur l'essentiel.

Autres questions que nous nous posons : comment ne pas être complètement dépendant de la rationalité de l'économie globale ? Est-il possible d'articuler citoyenneté et entreprise ? Quelles sont les manières d'intervenir à long terme sur un projet régional démocratique, durable et humain ? Comment garantir les relais permanents du projet pour démocratiser la relation État et société civile ? Pourquoi y a-t-il besoin dans ces projets de ces relais de communication avec l'État ? Il y a, là aussi, une question sur la démocratisation des instances de l'État.

Et une question finale qui traverse toute la vie du projet : quels sont les paramètres de l'insertion ? Au Brésil, nous avons 32 millions de personnes très souvent exclues de la vie de la cité et nous pensons, nous, à leur insertion, mais insertion à partir de quels paramètres ?

Traduction DIAL - En cas de reproduction, mentionner la source DIAL.

DIAL • 38 rue du Doyenné - 69005 LYON • Tél. 04 72 77 00 26 • Fax 04 72 40 96 70 • E-mail : dial@globenet.gn.apc.org.

Abonnement annuel : France 410 F • Europe 455 F • Avion Amérique latine - Afrique 515 F • USA-Canada 505 F

Points rencontre à Paris : CEDAL (Centre d'Etude du Développement en Amérique latine) - 43 ter, rue de la Glacière - 75013 Paris
Tél. 01 43 37 87 14 - Fax 01 43 37 87 18 et Service Droits de l'Homme - Cimade - 176 rue de Grenelle - 75007 Paris - Tél. 01 44 18 60 50
Fax 01 45 55 28 13.